



Assemblée générale

Distr. générale
22 décembre 2005
Français
Original : anglais

Soixantième session

Point 149 b) de l'ordre du jour

Financement des Forces des Nations Unies

chargées du maintien de la paix au Moyen-Orient :

Force intérimaire des Nations Unies au Liban

Rapport sur l'exécution du budget de la Force intérimaire des Nations Unies au Liban pour l'exercice allant du 1^{er} juillet 2004 au 30 juin 2005

Rapport du Secrétaire général

Table des matières

	<i>Paragraphes</i>	<i>Page</i>
I. Introduction	1–3	3
II. Exécution du mandat	4–7	3
III. Exécution du budget		9
A. Ressources financières		9
B. Autres recettes et ajustements		10
C. Matériel appartenant aux contingents : matériel majeur et soutien logistique autonome		10
D. Montant des contributions non budgétisées		11
IV. Analyse des écarts	8–25	11
V. Décisions que l'Assemblée générale devra prendre	26	15



Résumé

Le présent rapport rend compte de l'exécution du budget de la Force intérimaire des Nations Unies au Liban (FINUL) pour l'exercice allant du 1^{er} juillet 2004 au 30 juin 2005.

La corrélation entre les dépenses totales de la FINUL au titre de cet exercice et l'objectif de la mission est mise en évidence dans des tableaux axés sur les résultats et organisés par composante (opérations et appui).

Exécution du budget

(En milliers de dollars des États-Unis; l'exercice budgétaire court du 1^{er} juillet 2004 au 30 juin 2005.)

Catégorie	Montant alloué	Dépenses	Écarts	
			Montant	Pourcentage
Militaires et personnel de police	40 637,0	40 509,1	127,9	0,3
Personnel civil	31 946,6	30 441,7	1 504,9	4,7
Dépenses opérationnelles	20 376,7	18 293,3	2 083,4	10,2
Montant brut	92 960,3	89 244,1	3 716,2	4,0
Recettes provenant des contributions du personnel	4 685,4	4 164,1	521,3	11,1
Montant net	88 274,9	85 080,0	3 194,9	3,6
Contributions volontaires en nature (budgétisées)	–	–	–	–
Total	92 960,3	89 244,1	3 716,2	4,0

Ressources humaines : occupation des postes

Catégorie	Postes approuvés ^a	Postes	Taux de
		effectivement pourvus (moyenne)	vacance (pourcentage) ^b
Observateurs militaires	–	–	–
Contingents	2 000	2 004	(0,2)
Police civile	–	–	–
Unités de police constituées	–	–	–
Personnel recruté sur le plan international	125	104	16,9
Personnel recruté sur le plan national	303	292	3,6
Volontaires des Nations Unies	–	–	–
Personnel fourni par des gouvernements	–	–	–
Observateurs électoraux civils	–	–	–

^a Effectif autorisé le plus élevé.

^b Compte tenu du nombre de postes pourvus, mois par mois.

Les décisions que l'Assemblée générale devra prendre sont présentées au chapitre V du présent rapport.

I. Introduction

1. Le budget de fonctionnement de la Force intérimaire des Nations Unies au Liban (FINUL) pour l'exercice allant du 1^{er} juillet 2004 au 30 juin 2005, exposé dans le rapport du Secrétaire général en date du 22 décembre 2003 (A/58/659), s'élevait à un montant brut de 94 741 200 dollars (montant net : 89 726 800 dollars). Il a permis de financer les dépenses afférentes à 2 000 membres des contingents, 124 membres du personnel recruté sur le plan international et 348 membres du personnel recruté sur le plan national. Le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires, au paragraphe 31 de son rapport en date du 8 avril 2004 (A/58/759/Add.6), a recommandé que l'Assemblée générale ouvre un crédit d'un montant brut de 92 960 300 dollars pour l'exercice allant du 1^{er} juillet 2004 au 30 juin 2005.

2. L'Assemblée générale, dans sa résolution 58/307 du 18 juin 2004, a ouvert un crédit d'un montant brut de 92 960 300 dollars (montant net : 88 274 900 dollars) pour assurer le fonctionnement de la mission pendant l'exercice allant du 1^{er} juillet 2004 au 30 juin 2005. Ce montant a été réparti dans sa totalité entre les États Membres.

3. Dans sa résolution 58/295 du 18 juin 2004, l'Assemblée a approuvé la création d'un poste d'agent-chef de sécurité (P-3) en vue de renforcer la sécurité et la sûreté des opérations, du personnel et des locaux de la Force. Les dépenses de personnel liées à ce poste ont été couvertes par le budget approuvé pour l'exercice allant du 1^{er} juillet 2004 au 30 juin 2005.

II. Exécution du mandat

4. Le mandat de la Force a été établi par le Conseil de sécurité dans sa résolution 425 (1978). Le mandat correspondant à la période considérée dans le présent rapport a été défini dans les résolutions 1525 (2004), 1553 (2004) et 1583 (2005) du Conseil.

5. La Force a pour mandat d'aider le Conseil de sécurité à atteindre un objectif général, qui est de restaurer la paix et la sécurité internationales.

6. Dans le cadre de cet objectif général, la Force a contribué à un certain nombre de réalisations au cours de l'exercice, en exécutant les principaux produits décrits dans les tableaux ci-après. Ceux-ci présentent les réalisations et les produits par composante (opérations et appui).

7. Le présent rapport évalue les résultats effectifs sur la base des tableaux axés sur les résultats contenus dans le budget de 2004/05. En particulier, il met en regard, d'une part, les indicateurs de succès effectifs – qui mesurent les progrès accomplis pendant l'exercice par rapport aux réalisations escomptées – et les indicateurs de succès prévus, et, d'autre part, les produits exécutés et les produits prévus.

Composante 1 : opérations

Réalisation escomptée 1.1 : les parties respecteront rigoureusement la Ligne bleue. Le Gouvernement libanais exercera normalement son autorité au Sud-Liban		
<i>Indicateurs de succès prévus</i>	<i>Indicateurs de succès effectifs</i>	
Application du cessez-le-feu	<ul style="list-style-type: none"> Tirs le long de la Ligne bleue (comptes rendus de tirs); 88 incidents ont été rapportés par la FINUL, notamment des bombardements aériens et des tirs d'artillerie, de mortier, de roquette et d'armes légères 	
	<ul style="list-style-type: none"> Violations de l'espace aérien : 209 violations ont été rapportées par la FINUL. Elles se sont produites de manière sporadique mais parfois en grand nombre 	
	<ul style="list-style-type: none"> Violations de la Ligne bleue sur le terrain : 485 violations, commises pour la plupart par des bergers, ont été rapportées par la FINUL 	
	<ul style="list-style-type: none"> Jets de pierres le long de la Ligne bleue : 161 incidents rapportés 	
Renforcement de la présence des autorités libanaises au Sud-Liban	<ul style="list-style-type: none"> 4 299 postes de contrôle tenus par l'armée libanaise et les Forces de sécurité conjointes recensés par la FINUL 	
	<ul style="list-style-type: none"> 6 639 patrouilles effectuées par les Forces de sécurité conjointes recensées par la FINUL 	
<i>Produits prévus</i>	<i>Produit(s) exécuté(s) : oui/non ou nombre</i>	<i>Observations</i>
127 750 jours de patrouille mobile par homme (2 patrouilles de 5 hommes pour 35 positions opérationnelles pendant 365 jours)	217 290 jours de patrouille par homme	Le nombre prévu était fondé sur deux patrouilles quotidiennes pour chacune des 35 positions de l'ONU, soit 70 patrouilles par jour. L'ordre d'opération effectif indique les tâches devant être effectuées par les patrouilles, par unité et non par position : 45 patrouilles par bataillon par jour, plus 8 patrouilles quotidiennes effectuées par la réserve mobile de la Force, soit 98 patrouilles par jour, ou 178 850 jours de patrouille par homme. Le nombre effectif – 217 290 jours de patrouille par homme – est plus élevé que le nombre prévu en raison de périodes d'activité accrue, en particulier dans la zone de Ghajjar (rivière Hasbani)

127 750 jours par homme aux postes d'observation (2 équipes de 5 hommes se relayant dans 35 positions opérationnelles pendant 365 jours)	160 600 jours par homme aux postes d'observation	2 équipes de 5 hommes par poste d'observation se relayant dans 44 postes pendant 365 jours. Le nombre effectif est plus élevé que le nombre prévu par suite de la révision des directives opérationnelles : on est passé de 35 à 44 postes, les positions de la FINUL plus étendues exigeant des postes d'observation multiples
540 heures de patrouille aérienne le long de la Ligne bleue (11 heures par mois par hélicoptère, pour 4 hélicoptères)	456,51 heures de patrouille /d'observation	
2 rapports du Secrétaire général au Conseil de sécurité	2	
Réunions de liaison hebdomadaires avec les parties	102	102 réunions de liaison tenues avec des représentants de l'armée libanaise et des Forces de défense israéliennes
Réunions mensuelles de haut niveau avec les parties concernant la normalisation de la situation dans le sud du Liban	250	250 réunions tenues avec les plus hauts représentants du Gouvernement et de l'armée du Liban et d'autres hauts représentants libanais, ainsi que la direction des Forces de défense israéliennes
Activités de médiation auprès des parties concernant les sources potentielles de conflit afin de désamorcer les tensions au cas par cas	18	Activités de médiation menées à 18 occasions auprès des parties concernées en cas de tension et pendant les périodes de conflit afin de désamorcer la situation

Composante 2 : appui

Réalisation escomptée 2.1 : un appui logistique et administratif efficace et productif sera fourni à la mission		
<i>Indicateurs de succès prévus</i>	<i>Indicateurs de succès effectifs</i>	
Réduction du pourcentage des stocks devant être réformés ou cédés sur la valeur d'inventaire totale, qui passe de 11 % au 30 juin 2003 à 2 % au 30 juin 2005	Le pourcentage des stocks en attente d'être réformés ou cédés sur la valeur d'inventaire totale était, au 30 juin 2005, de 9,09 % en raison de retards pris dans la mise en œuvre d'accords de vente relatifs à la cession de 15 véhicules blindés de transport de troupes réformés	
Réduction du délai d'approvisionnement de 72 à 65 jours	Le délai d'approvisionnement est passé à 65 jours	
Règlement des comptes créditeurs dans un délai maximal de 30 jours en 2004/05	Les comptes créditeurs ont été réglés dans un délai maximal de 30 jours	
<i>Produits prévus</i>	<i>Produit(s) exécuté(s) : oui/non ou nombre</i>	<i>Observations</i>
Amélioration des services		
Gestion des stocks (section des services généraux) : mise en place d'un plan d'action devant faciliter la communication quotidienne avec les responsables de la gestion des actifs, organisation de réunions hebdomadaires du Comité local de contrôle du matériel afin que la réforme de matériel se fasse dans des délais de 30 jours, et coordination des questions soumises au Comité central de contrôle du matériel, afin qu'elles soient rapidement traitées	Plan d'action : oui; réunions tous les 15 jours du Comité local de contrôle du matériel; traitement du matériel à réformer : oui	<ul style="list-style-type: none"> • Plan d'action mis en place en vue de communiquer avec les responsables de la gestion des actifs au quotidien • Réunions du Comité local de contrôle du matériel organisées tous les 15 jours • Examen et approbation, chaque semaine, des cas de matériel à réformer • Accords contractuels passés avec des fournisseurs locaux pour le rachat de préfabriqués et de conteneurs réformés recommandés pour écoulement au titre de la vente en l'état et pour l'enlèvement de matériel réformé recommandé pour écoulement en vue de sa mise au rebut ou de sa destruction
Cycle d'achat : intégration d'un plan d'achat au processus budgétaire et examen mensuel des besoins effectué avec les unités autonomes; accélération du processus d'achat grâce à la suppression des opérations faisant double emploi, à l'utilisation de	Plan d'achat intégré : oui; examen mensuel : oui; accélération des procédures d'achat : oui	

modèles de contrat et d'accord et à la mise en place d'accords de longue durée pour les biens et services d'acquisition fréquente; mise en place d'une méthode d'alerte en cas de blocage dans les procédures d'achat		
Règlement des comptes créditeurs : deux fonctionnaires venant de la Section des achats, affectés au Service de paiement des fournisseurs (Section des finances) pour assurer la concordance des factures; procédure de certification des factures examinée et révisée avec les bureaux chargés de la certification et paiements effectués dans un délai d'une semaine à partir de la réception de tous les documents requis	Oui	
Personnel militaire		
Relève de 3 000 hommes	3 590	
Livraison et stockage dans 44 positions militaires de rations, de carburants et de lubrifiants, sur la base d'un effectif mensuel moyen de 2 000 hommes	Livraisons, en moyenne, à 2 004 hommes, dans 41 positions militaires	
Personnel civil		
Administration des contrats de 500 membres du personnel civil	490	
Installations et infrastructures		
Entretien et réparation des installations de 40 positions militaires comportant 1 000 modules d'hébergement préfabriqués et 161 logements en dur	41 positions, 1 138 modules préfabriqués et 161 logements en dur	
Réparation et entretien de plates-formes pour hélicoptère sur 20 sites	20	
Entretien d'un total de 50 kilomètres de routes d'accès à diverses positions militaires	50	
Construction d'un mess	Non	Le projet a été abandonné pour des raisons de sécurité

Transports terrestres		
Entretien de 680 véhicules légers et lourds et de 51 remorques sur 6 sites	732 véhicules et 52 remorques sur 5 sites	
Transports aériens		
720 heures de vol d'hélicoptère, dont 45 heures de vol pour des opérations et 15 heures pour des évacuations sanitaires pour chacun des 4 hélicoptères	751 heures	751,01 heures de vol, y compris 456,51 heures pour des opérations de patrouille ou d'observation, 106,91 heures pour des opérations de liaison, 167,83 heures au titre de la formation et 19,76 heures pour des évacuations sanitaires
Transmissions		
Appui à 1 système VSAT (1 site)	1 système VSAT sur 1 site	
Appui à 10 centraux téléphoniques, pour 1 395 usagers	10 centraux téléphoniques, pour 1 395 usagers	
Informatique		
Appui à l'exploitation de 550 ordinateurs de bureau, 75 ordinateurs portables, 300 imprimantes et 60 scanners, sur 10 sites	560 ordinateurs de bureau, 82 ordinateurs portables, 304 imprimantes, 43 scanners, sur 10 sites	Matériel en usage, à l'exception du matériel destiné à être réformé
Appui au fonctionnement d'un réseau étendu desservant 80 utilisateurs	Réseau étendu desservant 80 utilisateurs	
Produits non prévus		
Création d'un centre de reprise après sinistre	Oui	
Modification du système CarLog afin de permettre son exploitation par le biais du réseau de la mission plutôt que des réseaux commerciaux	Oui	
Services médicaux		
Appui à 5 hôpitaux de niveau I et à 2 hôpitaux de base	5 hôpitaux de niveau I et 2 hôpitaux de base	

III. Exécution du budget

A. Ressources financières

(En milliers de dollars des États-Unis; l'exercice budgétaire court du 1^{er} juillet 2004 au 30 juin 2005.)

Catégorie de dépenses	Montant alloué (1)	Dépenses (2)	Écarts	
			Montant (3) = (1) - (2)	Pourcentage (4) = (3) + (1)
Militaires et personnel de police				
Observateurs militaires	–	–	–	–
Contingents	40 737,0	40 509,1	127,9	0,3
Police civile	–	–	–	–
Unités de police constituées	–	–	–	–
Total partiel	40 737,0	40 509,1	127,9	0,3
Personnel civil				
Personnel recruté sur le plan international	18 099,5	17 059,1	1 040,4	5,7
Personnel recruté sur le plan national	13 847,1	13 382,6	464,5	3,4
Volontaires des Nations Unies	–	–	–	–
Total partiel	31 946,6	30 441,7	1 504,9	4,7
Dépenses opérationnelles				
Personnel temporaire (autre que pour les réunions)	48,0	30,7	17,3	36,1
Personnel fourni par des gouvernements	–	–	–	–
Observateurs électoraux civils	–	–	–	–
Consultants	–	–	–	–
Voyages	376,1	312,1	64,0	17,0
Installations et infrastructures	7 264,5	7 224,4	40,1	0,6
Transports terrestres	5 485,0	4 028,7	1 456,3	26,6
Transports aériens	1 521,6	1 635,6	(114,0)	(7,5)
Transports maritimes ou fluviaux	–	–	–	–
Transmissions	1 465,9	1 324,7	141,2	9,6
Informatique	1 121,5	1 226,4	(104,9)	(9,4)
Services médicaux	799,7	655,7	144,0	18,0
Matériel spécial	608,2	574,5	33,7	5,5
Fournitures, services et matériel divers	1 686,2	1 280,5	405,7	24,1
Projets à effet rapide	–	–	–	–
Total partiel	20 376,7	18 293,3	2 083,4	10,2
Total brut	92 960,3	89 244,1	3 716,2	4,0
Recettes provenant des contributions du personnel	4 685,4	4 164,1	521,3	11,1
Total net	88 274,9	85 080,0	3 194,9	3,6
Contributions volontaires en nature (budgétisées)	–	–	–	–
Total	92 960,3	89 244,1	3 716,2	4,0

B. Autres recettes et ajustements

(En milliers de dollars des États-Unis)

<i>Catégorie</i>	<i>Montant</i>
Intérêts créditeurs	1 715
Recettes diverses ou accessoires	717
Contributions volontaires en espèces	–
Ajustements sur exercices antérieurs	(13)
Réduction ou annulation d'engagements d'exercices antérieurs	2 680
Total	5 099

C. Matériel appartenant aux contingents : matériel majeur et soutien logistique autonome

(En milliers de dollars des États-Unis)

<i>Catégorie</i>	<i>Dépenses</i>
Matériel majeur	
Observateurs militaires	–
Contingents	2 603,0
Unités de police constituées	–
Total partiel	2 603,0
Soutien logistique autonome	
Installations et infrastructures	
Restauration (cuisine)	64,9
Mobilier et matériel de bureau	56,1
Matériel électrique	68,7
Missions secondaires du génie	39,4
Blanchisserie et nettoyage	390,1
Matériels de campement	–
Hébergement	–
Magasins – divers	106,5
Matériel majeur spécial	–
Fournitures pour la défense des périmètres	–
Transmissions	
Transmissions	28,0
Services médicaux	
Soins médicaux	313,7
Matériel spécial	
Neutralisation des explosifs et munitions	110,6
Observation	398,6

<i>Catégorie</i>	<i>Dépenses</i>
Identification	–
Protection contre les agents nucléaires, biologiques et chimiques	–
Total partiel	1 576,6
Total	4 179,6

<i>Facteurs approuvés pour la Mission</i>	<i>Pourcentage</i>	<i>Date d'entrée en vigueur</i>	<i>Date du dernier examen</i>
A. Facteurs applicables à la zone de la mission			
Contraintes du milieu	0,50	1 ^{er} juillet 2004	–
Usage opérationnel intensif	2,30	1 ^{er} juillet 2004	–
Acte d'hostilité ou abandon forcé	–	1 ^{er} juillet 2004	–
B. Facteurs applicables aux pays d'origine			
Différentiel de transport	0,25-2,00		

D. Montant des contributions non budgétisées

(En milliers de dollars des États-Unis)

<i>Catégorie</i>	<i>Valeur réelle</i>
Accord sur le statut des forces	1 478,5
Contributions volontaires en nature (non budgétisées)	–
Total	1 478,5

IV. Analyse des écarts¹

	<i>Écart</i>	
Contingents	127,9	0,3 %

8. Le solde inutilisé de 127 900 dollars est principalement imputable aux économies réalisées sur le coût des rations grâce à des prix favorables négociés avec les fournisseurs et aux économies réalisées sur les dépenses prévues pour la reconfiguration du bataillon de génie, qui a été reportée à l'exercice en cours.

9. Ces économies ont été en partie annulées par des dépenses supplémentaires au titre du remboursement du coût des contingents portant sur des exercices précédents et par une augmentation des dépenses au titre des voyages et de la rotation des contingents due à des frais d'affrètement d'avions plus élevés que prévu.

¹ Le montant des écarts est exprimé en milliers de dollars des États-Unis.

	<i>Écart</i>	
Personnel recruté sur le plan international	1 040,4	5,7 %

10. Le solde non utilisé de 1 040 400 dollars tient principalement à un taux de vacance de postes plus élevé que prévu. Le taux de vacance durant la période à l'examen s'est élevé à 16,9 %, contre 4 % prévu au budget. Des économies ont été réalisées du fait du retard pris dans le recrutement et des difficultés rencontrées pour remplacer les membres du personnel affectés pour des périodes de courte durée à d'autres missions de maintien de la paix. Ce solde a été en partie annulé par des dépassements de crédits au titre des dépenses communes de personnel suite au versement d'une seconde prime d'affectation aux membres du personnel ayant achevé leur deuxième année de service au sein de la mission.

	<i>Écart</i>	
Personnel recruté sur le plan local	464,5	3,4 %

11. Le solde inutilisé est imputable à un taux de vacance plus élevé que prévu et à des dépenses effectives moindres au titre des traitements. Le taux de vacance effectif s'est élevé à 3,6 %, contre 1 % prévu au budget. Ce solde a été en partie annulé par des dépassements de crédits au titre des dépenses communes de personnel en raison d'une augmentation de la contribution versée à la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies.

	<i>Écart</i>	
Personnel temporaire (autres que pour les réunions)	17,3	36,1 %

12. Le solde inutilisé de 17 300 dollars est imputable au fait que les dépenses de remplacement des fonctionnaires en congé de maladie ou de maternité ont été moins importantes que prévu.

	<i>Écart</i>	
Voyages	64,0	17,0 %

13. Le solde inutilisé de 64 000 dollars provient de la diminution des dépenses au titre des voyages du personnel du Siège sur le site de la mission, qui a pu être obtenue grâce à une utilisation accrue des moyens de communication électroniques. Il est également imputable aux efforts faits en vue de réduire les dépenses relatives aux voyages effectués au titre de la formation en dehors de la zone de la mission.

	<i>Écart</i>	
Installations et infrastructures	40,1	0,6 %

14. Le solde inutilisé de 40 100 dollars est dû à des dépenses moins élevées que prévu au titre de l'acquisition de groupes électrogènes, de l'entretien et des services de sécurité.

15. L'achat de groupes électrogènes approuvé pour l'exercice 2004/05 a été reporté à l'exercice 2005/06 en cours. Les économies ainsi réalisées ont été utilisées

pour financer la mise en œuvre des mesures de sécurité prescrites par l'Assemblée générale dans sa résolution 58/295 du 21 juillet 2004. Les crédits affectés initialement aux services d'entretien n'ont pas été utilisés en totalité du fait que les dépenses de blanchisserie et d'entretien courant ont été moins élevées que prévu. En ce qui concerne les services de sécurité, les économies réalisées sont imputables au fait que les dépenses au titre des services contractuels ont été moindres que prévu car l'étude des conditions de sécurité n'a pu être achevée au cours de la période à l'examen en raison du retard pris pour pourvoir le poste d'agent de sécurité. Au cours de cet exercice, les services de sécurité ont été assurés par le personnel militaire.

16. La diminution des dépenses a été presque entièrement annulée par un dépassement de crédits au titre des carburants et lubrifiants, dont le prix a augmenté.

	<i>Écart</i>	
Transports terrestres	1 456,3	26,6 %

17. Le solde inutilisé de 1 456 300 dollars est imputable à des dépenses moins élevées que prévu au titre de l'acquisition de véhicules, des pièces de rechange, des réparations et de l'entretien.

18. La baisse des ressources nécessaires au titre de l'acquisition de véhicules s'explique par le transfert de 23 véhicules légers provenant de missions réduites, ce qui a permis de réaliser des économies sur les crédits demandés pour l'acquisition de véhicules du même type. En ce qui concerne les réparations et l'entretien, la baisse des dépenses tient au transfert de six véhicules blindés SISU de transport de troupes à la Force des Nations Unies chargée d'observer le dégagement (FNUOD) et à des accords contractuels avantageux pour la réparation et l'entretien des autres véhicules. La diminution des dépenses au titre des pièces de rechange est imputable essentiellement au transfert de six véhicules blindés SISU de transport de troupes à la FNUOD.

19. Le solde inutilisé de 1 456 300 dollars a été en partie annulé par des dépenses supplémentaires en carburants et lubrifiants dues à une augmentation du prix de ces produits.

	<i>Écart</i>	
Transport aérien	(114,0)	(7,5 %)

20. Le dépassement de crédit d'un montant de 144 000 dollars est essentiellement imputable à des dépenses plus élevées que prévu au titre de la location et de l'exploitation d'hélicoptères, liées au règlement de demandes de remboursement remontant à l'exercice précédent et à des heures de vol supplémentaires. Les heures supplémentaires d'exploitation des hélicoptères non prévues au budget sont dues à des entraînements de nuit. Ces crédits supplémentaires ont été couverts en partie par des économies réalisées grâce à la diminution de la part de la mission calculée au prorata dans la couverture d'assurance responsabilité civile de l'ensemble des opérations de maintien de la paix pour les avions et les hélicoptères.

	<i>Écart</i>	
Transmissions	141,2	9,6 %

21. Le solde inutilisé de 141 200 dollars s'explique principalement par des dépenses moins élevées que prévu au titre des communications par réseaux commerciaux grâce à l'exploitation du système de gestion électronique du parc automobile (CarLog) et à des besoins de financement moindres pour les pièces de rechange. Les économies réalisées au titre des communications par réseaux commerciaux s'expliquent par la reconfiguration du système CarLog, qui a permis son exploitation par le biais du réseau de la mission plutôt que des réseaux commerciaux. Celles liées aux pièces de rechange sont dues à une réduction des stocks à faible rotation qui n'ont pas été reconstitués.

	<i>Écart</i>	
Informatique	(104,9)	(9,4 %)

22. Le dépassement de crédits, qui se chiffre à 104 900 dollars, est dû principalement à l'achat de pièces de rechange supplémentaires suite au déménagement de la salle des serveurs en vue de la mise aux normes de sécurité en vigueur, à la mise en place d'un centre de reprise après un sinistre et à la modification du système CarLog aux fins de son exploitation par le biais du réseau de la mission.

	<i>Écart</i>	
Services médicaux	144,0	18 %

23. Le solde inutilisé de 144 000 dollars est principalement lié à une diminution des dépenses au titre des soins et du matériel médical. S'agissant des soins médicaux, des économies ont pu être réalisées à mesure que la mission a recentré le système d'aiguillage vers les installations médicales situées à l'extérieur de la zone de la mission, ce qui a permis de réduire le nombre des prises en charge hors zone et d'utiliser au maximum les installations médicales de la mission, d'un coût moins élevé. Les économies réalisées au titre de l'achat de matériel médical sont dues au report de l'achat de matériel de laboratoire non essentiel à l'exercice 2005/06 en cours, compte tenu des besoins de la mission en matière de sécurité.

	<i>Écart</i>	
Matériel spécial	33,7	5,5 %

24. Le solde inutilisé de 33 700 dollars s'explique par une diminution des dépenses au titre du remplacement du matériel de détection des mines et de déminage.

	<i>Écart</i>	
Fournitures, services et matériels divers	405,7	24,1 %

25. Le solde inutilisé provient essentiellement des dépenses au titre de la formation et des frais divers moins élevées que prévu. En ce qui concerne les frais de formation, des économies ont été réalisées grâce à l'utilisation accrue des moyens de formation disponibles dans la zone de la mission. Les économies au titre des frais divers sont imputables à un nombre moins élevé que prévu de demandes de remboursement émanant des propriétaires de terrains occupés à titre temporaire par la FINUL.

V. Décisions que l'Assemblée générale devra prendre

26. Les décisions que l'Assemblée générale devra prendre au sujet du financement de la FINUL se présentent comme suit :

a) Demander aux États Membres de renoncer à la part qui leur revient dans les recettes diverses au titre de l'exercice ayant pris fin le 30 juin 2005, qui s'élèvent à 5 098 500 dollars, et à la part qui leur revient, d'un montant total de 897 400 dollars, dans le solde inutilisé de 3 716 200 dollars pour l'exercice ayant pris fin le 30 juin 2005, afin de financer les dépenses actuelles et futures d'assurance maladie après la cessation de service qui incombent à l'ONU;

b) Affecter le solde inutilisé de 2 818 800 dollars relatif à l'exercice ayant pris fin le 30 juin 2005.